

SOS LMS/17

2522

(1940, 1942)

A

Livraison de machines-outils

Lettre de la W.V.D. Paris	29. 8.40	
Réponse à la lettre du 29.8.40		
Lettre S.N.C.F. au M. des Com.	4. 9.40	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	6. 3.42	<i>un jour</i>
Dépêche du M.T.P. à la SNCF	24. 3.42	
Note de la C.A.A. à la D.F.A.	30. 3.42	
Note de la D.F.A. au M.T.P.	3. 4.42	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	24. 4.42	<i>un jour</i>
Dépêche du M.T.P. à la SNCF	8. 5.42	

Secrétariat d'Etat aux Communications  
-----

Cabinet du Secrétaire d'Etat  
-----

Direction générale des transports  
-----

PARIS, le 8 mai 1942

SA 1075

**LE SECRETAIRE D'ETAT**

à M.le Président du Conseil d'Administration  
de la **SNCF**

Par lettre D I49.I02/25 du 24 avril, vous me faites connaître les résultats auxquels ont abouti vos négociations avec la Reichsbahn et la W.V.D. concernant la cession/éventuelle de machines-outils et de matériels divers aux chemins de fer allemands.

Les conditions auxquelles vous proposez de subordonner cette cession - notamment la délivrance de bons-matières et l'obtention de licences de livraison à l'étranger - étant conformes à mes directives antérieures, je vous donne mon accord sur la procédure que vous soumettez.

Par ailleurs, dans le cas où les autorités allemandes ~~texte~~ insisteraient auprès de vous pour obtenir des cessions supplémentaires de machines-outils qui vous apparaîtraient techniquement irréalisables, vous auriez à m'en référer immédiatement avant d'engager des pourparlers à ce sujet.

(s)



N° 34750 EM/CO

3 avril 1942

Note à la Direction des Services de l'armistice  
Hôtel Thermal - Vichy-

La Délégation française a l'honneur d'envoyer ci-joint la réponse que la Commission allemande d'armistice vient de faire parvenir à sa lettre 32.634/EM/CO du 12.2.42 protestant contre un nouveau prélèvement de 359 locomotives.

.....

La C.A.A. apparaît moins intransigente par contre à propos de la cession de machines-outils appartenant à certains établissements de chemins de fer (question qui avait fait l'objet de la 2<sup>e</sup> partie de la lettre du 12.2.42). Elle n'affirme pas que de telles cessions auront nécessairement lieu. Eventuellement elles ne seront envisagées que dans la mesure où la situation le permettrait pour chaque cas particulier qui ferait d'ailleurs l'objet de négociations directes.

.....

Le Chef d'Etat -Major : Cel VIGNOL.

-----  
Wehrmacht

T 35/42

WIESBADEN, le 30 mars 1942

Prélèvement de locomotives  
et autre matériel ferroviaire  
-----à M. le Général de Corps d'Armée BEYNET  
Président de la Délégation française au-  
près de la Commission allemande d'armis-  
tice.

Mon Général,

En réponse à votre note du 12/2/42 dans laquelle vous me demandiez que les autorités allemandes renoncent à exiger la livraison sur le parc des chemins de fer français de 359 locomotives indiquées et relativement aux craintes que vous exprimiez en outre au sujet de la réquisition possible de machines-outils et autres matériel ferroviaire, je vous fais connaître ce qui suit :

Les droits de la puissance occupante lui permettent en fait de réquisitionner tous les moyens de transport qui sont propriété de l'Etat. Ce droit de réquisition s'applique également à tout le matériel ferroviaire même si ce matériel appartient à des sociétés ou à des personnes privées, étant donné que ce matériel est utilisable pour la conduite de la guerre. Néanmoins, le Gouvernement allemand n'envisage pas de réduire le matériel de traction et le matériel roulant par rapport à l'état actuel dans la mesure où des raisons d'ordre militaire n'imposent pas à titre provisoire de disposer autrement de ce matériel. Le développement de la guerre impose actuellement sur une plus grande échelle que jusqu'à présent l'utilisation de matériel français de traction et de matériel ferroviaire en vue d'aider l'armée allemande dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent en matière de transport. Les difficultés en matière de transport dans toute l'Europe rendent par suite indispensables certaines restrictions en France également. L'enquête des autorités allemandes compétentes en zone occupée établit à ~~l'exception~~ toutefois que l'exécution des transports nécessaires à l'économie française sera assurée sans grands inconvénients même après la cession de matériel exigé.

Pour ce qui est du dédommagement pour le prélèvement de matériel opéré à titre de prêt, la direction des transports de l'armée allemande à Paris a reçu des instructions en vue d'amener un règlement rapide de cette question en collaboration avec la Délégation allemande pour l'économie.

De plus, la possibilité d'une cession de matériel ferroviaire et de machines-outils à prélever sur les stocks des chemins de fer français en pays occupé est actuellement à l'étude. De telles cessions ne ~~sauraient~~ seraient d'ailleurs bien entendu envisagées que dans la mesure où la situation le permettrait dans chaque cas sans porter atteinte aux possibilités de rendement nécessaire des chemins de fer. Ces questions devront au surplus être mises au point dans des négociations directes des services allemands et français compétents des services de transport à Paris.

Je me réserve de donner une réponse à votre note du 25/3/42 sur le prélèvement du matériel roulant jusqu'à l'arrivée des résultats nécessaires de l'enquête en cours.

signé VOGL



Secrétariat d'Etat aux Communications

-----  
Direction Générale des Transports

Paris, le 24 mars 1942

-----  
Service d'Etudes générales

-----  
S.A.973

-----  
Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

Par lettre D.149.102/18 du 6 mars, vous me faites connaître que les représentants de la S.N.C.F. ont été convoqués à la Wehrmacht-Transport-Leitung le 5 mars dernier pour examiner les conditions dans lesquelles la S.N.C.F. pourrait céder à la Reichsbahn du matériel de téléphonie, de signalisation, de machines-outils et d'installations d'ateliers.

Le Colonel Von TIPPELKIRSCH présidant cette conférence a proposé la création d'une commission mixte qui serait chargée de dresser la liste du matériel à envoyer en Allemagne et de fixer ensuite les conditions de cet envoi.

Je vous autorise à engager des conversations avec la Reichsbahn et la W.V.D. en vue d'examiner la suite qu'il est techniquement possible de donner aux demandes de la Reichsbahn, remarque étant faite que cet examen ne constituera en aucune façon un engagement de livrer des machines ou de l'outillage. Si cette cession vous apparaît réalisable, il demeure entendu qu'elle devra être subordonnée soit au paiement immédiat à un prix à débattre et moyennant restitution de bons-matières, soit au remplacement ultérieur par l'Allemagne des objets livrés par des objets à construire contre paiement par la S.N.C.F. d'un supplément de prix à déterminer.

Par ailleurs, je prends acte de la procédure projetée qui constitue à mon sens un heureux précédent. Cette méthode est à adopter et à généraliser dans la mesure du possible. Elle me paraît être en effet le seul moyen d'éviter les prélèvements d'office.

Signé: BERTHELOT.

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration.

n° 72630 To

2 Pièces jointes

S 708/87

C O P I E

4 septembre 1940

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre en date du 29 août, que nous recevons de la W.V.D. Paris, et je vous serais obligé de bien vouloir me donner, dès que possible, vos instructions sur le sens de la réponse qu'il convient de faire à l'autorité allemande. (Cette lettre fait état d'un accord de principe qui aurait été donné par M. PONCET. En réalité, la décision d'effectuer des prélèvements de machines-outils dans une mesure devant permettre néanmoins le fonctionnement des ateliers, a été notifiée à M. PONCET qui a été invité à indiquer des prix.).

Nous croyons utile de vous soumettre les observations et arguments suivants :

- 1°) L'équipement des Ateliers de la S.N.C.F. a été prévu, en fonction de l'organisation en vigueur, pour répondre uniquement aux besoins du chemin de fer. Il n'est pas en augmentation sur les dotations ou programmes des années de paix.
- 2°) Les cessions de locomotives qui lui sont demandées mettent la S.N.C.F. dans l'obligation de reprendre la grande réparation d'un nombre important de locomotives d'anciennes séries, dont l'entretien avait été différé ces dernières années. En outre, et du fait que les locomotives cédées doivent être prises parmi celles susceptibles d'assurer encore un long parcours avant réparation, l'état général du parc restant doit marquer une régression sensible. Il faut donc prévoir, à la suite des cessions de locomotives, une charge supplémentaire importante pour les Ateliers.
- 3°) Dans la situation présente, les relations entre Ateliers et Dépôts, Ateliers et Magasins, tant pour la réparation que pour la confection des pièces, n'ont pas encore repris leur volume normal.

Pour toutes ces raisons, l'activité de nos Ateliers est actuellement nettement inférieure à ce qu'elle devra être dans

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux Communications  
244, Boulevard St-Germain, PARIS.

les prochains mois et, exception faite de certains cas particuliers, la S.N.C.F. n'a pas de réelles disponibilités en machines-outils, si elle s'en tient à une utilisation normale.

L'autorité allemande crée théoriquement ces disponibilités en préconisant le travail en double équipe sur les machines restantes.

Cette méthode, que la S.N.C.F. est déjà conduite à appliquer dans certains cas, ne peut être étendue qu'à condition que les ateliers conservent un nombre suffisant de machines-outils en excellent état et de bon rendement, susceptibles de supporter une utilisation intensive.

En attendant votre décision, une réponse d'attente, dont ci-joint copie, est adressée à la W.V.D.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon très respectueux dévouement.

P. le Président du Conseil d'Administration

le Vice-Président,

signé: GRIMPRET.



1 pièce jointe  
en 3 exemplaires

An die Wehrmacht Verkehrs Direktion

29, rue de Berri - PARIS -

OBJET : Achat par le Reich Allemand de machines-outils  
Réponse à lettre 61 du 29 août 1940.

Votre lettre du 29 août nous fait connaître l'intention du Reich allemand d'acheter un assez grand nombre de machines-outils disponibles dans les ateliers de la S.N.C.F.

Cette mesure de principe avait été portée à la connaissance de M. PONCET, à qui il avait été demandé de faire connaître les prix des machines qui seraient désignées aux dirigeants des différents ateliers.

Il lui avait été précisé que ces prélèvements de machines seraient réglés de façon à ne gêner en rien l'entretien des locomotives. Nous notons cette assurance confirmée dans votre lettre.

Mais nous devons tout d'abord vous signaler que la S.N.C.F. ne peut effectuer ces ventes de machines-outils qu'avec l'autorisation du Gouvernement Français, que nous saisissons de la question.

D'autre part, nous croyons devoir appeler votre attention sur la surcharge considérable que va occasionner prochainement aux ateliers de locomotives la nécessité de réparer rapidement des locomotives d'anciennes séries, mises en garage, pour remplacer, au moins partiellement, les locomotives louées à la Reichsbahn.

Nous serons conduits, par ce seul fait, à accroître l'utilisation des machines-outils qui, à de très rares exceptions près, formaient la dotation normale des ateliers avant la guerre. Une extension supplémentaire de l'emploi des doubles équipes sera limitée et ne sera d'ailleurs possible qu'avec des machines en excellent état et de bon rendement.

Les possibilités techniques de cession de machines-outils seront, de ce fait, assez réduites, et nous pensons que la désignation des machines à vendre devrait être faite d'accord avec les dirigeants des services de la S.N.C.F. responsables du fonctionnement des ateliers.

Sous ces réserves, la S.N.C.F. fera connaître les prix des machines-outils qui seront désignées et qu'elle sera mise dans l'obligation de vendre.

.....

Jusqu'à présent, ont été désignés à l'Atelier de TOURS :

- 5 tours ERNAULT 200 x 1500
- 3 tours SCULFORT 250 x 1500
- 2 tours SCULFORT 250 x 2500

Il s'agit de machines neuves dont les prix unitaires (majorés de 10 % pour pose<sup>e</sup> et dépose) sont indiqués à l'annexe ci-jointe.

Nous venons d'être informés, d'autre part, que des ventes de machines sont prévues aux Ateliers de LA CHAPELLE et à SOTTEVILLE, mais nous n'avons pas encore de précisions.

## T R A D U C T I O N

-----

W.V.D. PARIS

-----  
Section des Chemins  
de fer  
-----

61

D 708/87

Paris, le 29 août 1940  
29/31, rue de Berri  
Ely. 41-02/6Société Nationale des Chemins de fer français  
Service Central du Matériel,P A R I S

Objet : Achat, par le REICH allemand, de machines-outils.

Le REICH allemand à l'intention d'acheter un assez grand nombre de machines-outils disponibles dans les Ateliers de la S.N.C.F. Seules entrent en ligne de compte des machines existant en assez grand nombre afin que le travail qui, jusqu'à présent, a été effectué par les machines à vendre puisse être exécuté aux machines restantes, au moyen d'heures supplémentaires ou au moyen d'équipes doubles à certaines machines.

D'après une Conférence ayant eu lieu le 28 août 1940 à la W.V.D. PARIS entre le mandataire du Ministère des Communications du REICH pour l'achat des machines-outils, M. Oberreichsbahnrat GRIMMATH, Chef de Division 61 de la W.V.D. PARIS, M. Reichsbahnrat Dr. Ing. BOHM et l'Ingénieur de la S.N.C.F. chargé des Ateliers, M. PONCET, M. PONCET a donné son accord de principe à la vente des machines-outils susceptibles d'être rendues disponibles.

Les Services compétents chargés de la surveillance des ateliers ont eu pour instruction de choisir les machines-outils à vendre en liaison avec les Chefs des ateliers dont les machines sont susceptibles d'être vendues et de rendre compte à la W.V.D.

La W.V.D. demande à la S.N.C.F. de lui proposer des prix pour les machines à vendre et de présenter les listes des prix en triple expédition à la W.V.D. XXXI de PARIS jusqu'au 10 septembre 1940.

signé : MUNZER.